

## ANALYSE DES EFFETS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Par

**Walter N'SONGOLO SIKATOMISA, François TEKILASAYA KAVUNZU  
et SUNGANI EMMANUEL**

*Doctorants à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université de Kinshasa*

### RÉSUMÉ

*Le présent article s'inscrit dans le débat sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté en République Démocratique du Congo de 2002 à 2022. Il se fonde sur la détermination de la capacité de la croissance économique en RDC de s'accompagner de la réduction de la pauvreté. Au plan théorique, il est attesté que la croissance économique profite dans les mêmes proportions aux pauvres et aux riches à conditions que la redistribution des revenus reste inchangée avec un faible niveau des disparités. Néanmoins, dans la réalité, la croissance s'accompagne presque chaque fois d'une variation de la redistribution des revenus. Après analyse avec la modélisation ARDL au regard de la relation entre le taux de croissance, l'IDH et les autres variables, les résultats démontrent que la croissance économique en RDC a eu une faible ampleur sur la réduction de la pauvreté et qu'elle n'est pas pro-pauvre. Pour clore, la réalisation de la croissance économique en RDC s'accompagne de l'aggravation de la pauvreté et l'exclusion de certaines couches de la population aux opportunités générées par ladite croissance.*

**Mots-clés :** *Croissance économique, pauvreté*

**Classification JEL :** *O47, I3.*

### ABSTRACT

*This article is part of the debate on economic growth and poverty reduction in the Democratic Republic of Congo from 2002 to 2022. It is based on the determination of the capacity of economic growth in the DRC to be accompanied by poverty reduction. Theoretically, economic growth benefits the poor and the rich in equal proportions, provided that income redistribution remains unchanged and disparities are low. In reality, however, growth is almost always accompanied by variations in income redistribution. After analysis using ARDL modelling with regard to the relationship between growth rate, HDI and other variables, the results show that economic growth in the DRC has had little impact on poverty reduction, and is not pro-poor. In conclusion, economic growth in the DRC has been accompanied by an increase in poverty and the exclusion of certain segments of the population from the opportunities generated by this growth.*

**Keywords:** *Economic growth, poverty*

## INTRODUCTION

L'Afrique fait partie des régions du monde qui enregistrent une forte croissance économique depuis plus d'une décennie<sup>1</sup>. Toutefois, l'incidence de cette croissance économique sur la réduction de la pauvreté reste insuffisante, et les inégalités persistantes font peser un risque sur la cohésion sociale et la viabilité de la croissance.

Le binôme croissance-réduction de la pauvreté suscite un certain nombre de questionnements: *la croissance est-elle pour les pauvres? La croissance économique profite-t-elle à tous les humains?* Cette série de questions relève du lien portant sur la croissance économique et le bien-être global. A ce sujet, la confrontation entre les chiffres sur croissance économique de pays Africains et l'évolution des conditions de vie dans ces pays fait observer un contraste. Celui-ci donne lieu à de controverses et de débats intenses<sup>2</sup>. Ce débat est fondamental dans un cadre où la croissance constitue un objectif en soi pour les pays, qu'ils soient riches ou pauvres. De fait, la comparaison internationale du PIB/tête et des taux de croissance reste, malgré les débats, un critère de choix pour l'évaluation des performances générales des pays. Certes, les statistiques de comptabilité nationale sont systématiquement plus vastes et nettement plus développées que les indicateurs de performances sociales (espérance de vie, éducation, pauvreté, inégalités,...) et autres indicateurs de bien-être subjectif ou reliés à la qualité de vie (degré de satisfaction de la vie, qualité de l'environnement,...). A en croire, les variables socio-économiques africaines n'ont pas suivi les impressionnantes performances économiques, si bien que de nombreuses économies africaines continuent de souffrir de la pauvreté et de profondes inégalités. Un amalgame implicite se dégage de ce fait, entre croissance économique et bien-être (social et « subjectif »)<sup>3</sup>.

La littérature économique regroupe trois faits stylisés sur les liens pouvant exister sur la trilogie croissance, pauvreté et inégalités<sup>4</sup>. En premier lieu, le taux de croissance des pays en développement ne présente presque aucune corrélation avec l'évolution de leurs inégalités. En deuxième lieu, en l'absence d'une pareille relation, une forte corrélation entre la croissance et la pauvreté doit exister. Au plan empirique, il se démontre que les économies dont la croissance est des plus soutenues et rapides sont celles où la pauvreté recule le

---

<sup>1</sup> BAD, Au centre de la transformation de l'Afrique : Stratégie de la BAD pour la période 2013-2022, 2012, P. 10.

<sup>2</sup> Cassiers I. et Delain C., « La croissance ne fait pas le bonheur : les économistes le savent-ils ? », Regards économiques, Institut de Recherches Economiques et Sociales de l'Université Catholique de Louvain, N°38, 2006, pp. 1-14

<sup>3</sup> Grastein M. and Justman M. "Education, Social Cohesion, and Economic Growth", American Economic Review, Vol.92, N°4, 2002, pp. 1192-1204

<sup>4</sup> Ferreira, F. et Ravallion, M. Global poverty and inequality : a review of the evidence. World Bank Policy Research Working Paper, 2008.

plus vite. Et en troisième lieu, la croissance perd une partie de sa capacité à atténuer la pauvreté lorsque les inégalités sont initialement élevées, et plus encore si ces inégalités s'accroissent au cours du processus de croissance.

Hutar et al<sup>5</sup>. Soutiennent qu'une réduction rapide et continue de la pauvreté monétaire exige une croissance inclusive qui permette à une frange importante de la population de participer au développement de l'activité économique et d'en bénéficier. Selon Kireyev<sup>6</sup>, une croissance inclusive devrait simultanément réduire la pauvreté et les inégalités. Elle réduit la pauvreté et les inégalités. Elle réduit la pauvreté si le revenu des pauvres augmentait plus vite que celui des moins pauvres<sup>7</sup>.

Néanmoins, la République Démocratique du Congo (RDC) connaît une croissance du PIB réel continue à partir de 2002 jusqu'à ce jour. Celle-ci est évaluée en moyenne annuelle à 3,7%<sup>8</sup> et 5,7%<sup>9</sup>. De plus, sur la même période, au plan du PIB par habitant la croissance en moyenne annuelle est quant à elle estimée à 2,3%, soit 3,4 point de pourcentage de moins que la croissance du PIB réel. Par contraste ce dynamisme est confronté avec plusieurs défis majeurs. L'INS<sup>10</sup>, identifie 63% des congolais vivant en dessous du seuil de 1,25\$ par jour et 75% des ménages en activité gagnent un revenu inférieur au SMG (Salaire minimum interprofessionnel garanti).

Ces évolutions poussent à s'interroger sur les effets de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté en RDC.

Cette recherche se base sur la question principale suivante: Quels sont les effets de la croissance économique sur la pauvreté en RDC? De celle-ci découle la question subsidiaire suivante: La croissance économique en RDC s'est-elle accompagnée de la réduction de la pauvreté?

Dans ce contexte, cette étude a pour objectif de déterminer les effets de la croissance économique sur la réduction de la pauvreté.

---

<sup>5</sup> Hutar Pavel, Michal Zouhar, Eva Nezbedova, Jiri Sadilek, Jan Zidek, Lubos Nahlik, and Zdenek Knesl. Constraint effect on the slow crack growth in polyethylene. *International Journal of Structural Integrity*, 2012, pp. 118-126.

<sup>6</sup> Kireyev Alexei. Inclusive growth and inequality in Senegal. IMF working paper wp/13/215, International Monetary Fund, October 2013, p. 48.

<sup>7</sup> Kakwani Nanak and Ernesto M. What is pro-poor growth. *Asian Development Review*, 2000, pp. 1-22.

<sup>8</sup> Banque Centrale du Congo, Rapport annuel, 2022, p. 38.

<sup>9</sup> BAD. Note d'information pour la stratégie à long terme de la banque. *Note d'information 6 : programme de la croissance inclusive*. Mars, 2023, p. 6.

<sup>10</sup> Institut National des Statistiques/INS-RDC, « Résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages/2012 », Ministère du Plan et suivi de la mise en œuvre de la révolution de la modernité, Septembre, 2014, 164 p.

En conséquence, l'article se centre sur quatre points suivants : (I) revue de la littérature; (II) analyse des faits stylisés; (III) méthodologie utilisée pour analyser les effets de la croissance sur la pauvreté et (IV) discussion des résultats.

## I. REVUE DE LA LITTÉRATURE

### 1.1. Revue théorique

La relation entre la croissance économique et la pauvreté, a suscité deux sens du débat classant ainsi les auteurs en deux groupes, à savoir : d'une part, ceux qui soutiennent que la croissance économique est un déterminant majeur de la réduction de la pauvreté (pour eux la croissance est pro-pauvre) et, d'autre part, les tenants de l'inefficacité de la croissance face à une réduction de la pauvreté. Pour ceux qui soutiennent la croissance économique comme une nécessité pour la réduction de la pauvreté. Ce groupe présente la croissance économique comme une condition nécessaire pour la réduction de la pauvreté<sup>11</sup>. On distingue à ce niveau deux sous-groupes.

Le premier sous-groupe soutient que seule la croissance suffit pour réduire la pauvreté. Ce premier sous-groupe prend appui sur la théorie du ruissellement et la théorie de la courbe en U inversé. En ce qui concerne la théorie du ruissellement, appelée encore théorie « Trickle down economics », développée par Rogers<sup>12</sup>, est une théorie économique d'essence purement libérale qui défend l'idée selon laquelle la politique économique devrait se focaliser sur la croissance, puisque les mécanismes de marché assurent progressivement une répartition égalitaire de ces bénéfices.

La théorie de la courbe en U inversé suggère qu'une augmentation de la croissance économique s'accompagne dans un premier temps d'une évolution simultanée et systématique de la pauvreté, et cela sera atténué par la croissance à long terme. Elle conclut que la croissance est bonne pour les pauvres. Le non prise en compte d'autres facteurs de nature socio-économique qui contribuent à la réduction de la pauvreté a constitué le fondement du deuxième sous-groupe. Le deuxième sous-groupe met en avant le rôle d'autres facteurs en soutien à la croissance.

A cet égard, Ravallion et Chen<sup>13</sup> suggèrent de tenir compte de trois aspects importants dans l'évaluation des effets de la croissance économique sur la pauvreté : la qualité des institutions, les politiques économiques et la prise en

---

<sup>11</sup> Dictionnaire d'analyse économique. Microéconomie, Macroéconomie, Monnaie, Finance etc.

<sup>12</sup> ASSELIN L-M., et DAUPHIN A., « Mesure de la pauvreté », in *Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale*, Direction Études et Formation, 2000, pp. 20-31.

<sup>13</sup> SUMATA C., *La gestion macroéconomique de la République Démocratique du Congo*, Paris, L'Harmattan, 2018, 242 p.

compte inégalités. Bourguignon<sup>14</sup> à son tour, évoque la théorie du triangle pauvreté, croissance et inégalité. Mais, les inégalités intègrent une vision plus large celle incarnée par la théorie de la justice sociale introduite par Rawls<sup>15</sup>, puis développée par Sen avec l'approche par « capacité ». L'aspect sur la qualité des institutions, développé par Kasse<sup>16</sup>, en s'appuyant sur la bonne gouvernance.

Par ailleurs, d'autres auteurs mettent l'accent sur le profil de la croissance économique étant entendu que toute croissance n'est pas réductrice de la pauvreté. C'est le cas de la théorie de la croissance équilibrée développée par Rosenstein et Rodan<sup>17</sup>. Cette théorie suggère que la croissance est favorable aux pauvres si, elle entraîne l'augmentation de leurs revenus. Il se dégage que, la question la plus importante et sans nul doute la plus difficile est celle de savoir de combien les pauvres doivent profiter de fruits de la croissance pour qu'elle soit qualifiée de pro-pauvres car schématiquement, la croissance est qualifiée de pro-pauvre lorsqu'elle s'accompagne d'une réduction significative de la pauvreté<sup>18</sup>. Cette question s'intéresse donc à la mesure de la croissance pro-pauvre.

## 1.2. Revue empirique

Sur le plan empirique, plusieurs travaux montrent l'insuffisance de la croissance économique pour réduire le nombre de pauvres, mettant ainsi en avant d'autres facteurs à prendre en ligne de compte. Dans une revue de la littérature, Hassan<sup>19</sup> a montré que la bonne gouvernance garantit la réduction de la pauvreté.

Les études de Cogneau<sup>20</sup> et Lambert montrent l'importance de la bonne gouvernance dans un pays pour la réduction de la pauvreté. A cet effet, Malcom et al (1998) soulignent que les pouvoirs publics doivent exercer une intervention active et positive pour améliorer la gouvernance.

La théorie de la croissance appauvrissante trouve ses racines dans le commerce international. Elle est l'œuvre de Bhagwati<sup>21</sup> qui suggère que la spécialisation peut conduire à une croissance appauvrissante.

---

<sup>14</sup> BENICOURT E., *Amartya Sen : Une nouvelle ère pour le développement ? Réponse à Alexandre Bertin*, In *Revue Tiers Monde* 2006/2 (N°186), pp 433-447.

<sup>15</sup> B.M, *Combattre la pauvreté*. Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001.

<sup>16</sup> FREDERIC S., *Croissance économique et croissance démographique : théories, situations, politiques*, In *Le monde en développement : démographie et enjeux socio-économiques*, Coll. Le monde en développement, Paris, La documentation française, 2002, pp. 15-41.

<sup>17</sup> GUBLIN GUERRERO G., *Définitions et approches de la pauvreté*, in *BSI Economics*, Paris, 2014, p 19-24.

<sup>18</sup> Idem.

<sup>19</sup> SEN A, *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil, 1992, p. 288.

<sup>20</sup> MONTOUSSÉ M., *Sciences économiques et sociales*, Paris, PUF, 2007, 250 p.

<sup>21</sup> Kraay, A., "When is growth pro-poor? Evidence from a panel of countries". *Journal of Development economics*, vol. 80, no 1, 2006, pp. 198-227.

Plusieurs travaux confirment les théories évoquées ci-dessus. Au sujet de la participation des pauvres aux activités bénéfiques, une enquête de terrain auprès des ménages à Boston et argumente que les pauvres ne participent pas assez aux activités communautaires bénéfiques en partie à cause de la perception culturelle qu'ils ont de leur voisin.

Les travaux de Glewwe et al<sup>22</sup> réalisés au Viet-Nam révèlent que les ménages qui vivent dans les communes rurales avec des routes pavées ont 67% de chance de ne pas être pauvres. Il en est de même d'une évaluation d'un projet financé par la Banque Mondiale au Viet-Nam qui met en évidence le fait que la réhabilitation des routes a une forte incidence positive sur les ménages pauvres.

Enfin, Ravallion<sup>23</sup> a mené une étude économétrique sur la relation entre l'ouverture de l'économie et la pauvreté, en utilisant le taux d'ouverture et l'incidence de la pauvreté. Il argumente que l'ouverture de l'économie et l'incidence de la pauvreté ont une corrélation négative.

Winters, Culloch et McKay<sup>24</sup> ont analysé la relation entre l'ouverture commerciale et la croissance économique au Viet-Nam dans les années 1990. L'ouverture commerciale a entraîné une forte hausse du prix du riz ayant pour conséquence une diminution sensible du travail des enfants. Ces auteurs trouvent que l'ouverture de l'économie a des effets positifs sur la réduction de la pauvreté.

Il ressort des travaux théoriques et empiriques deux principaux enseignements. Le premier tient au fait que les travaux théoriques suggèrent que la pauvreté a un caractère multidimensionnel (structurelle ; sociale, culture). Il va s'en dire que la réduction de la pauvreté nécessite une bonne connaissance des facteurs les plus déterminants de manière à orienter efficacement les politiques ; tel est l'intérêt de ce travail qui est une contribution au débat sur la capacité de la croissance économique de la République Démocratique du Congo à être une croissance pro-pauvre.

Le second enseignement porte sur les résultats des travaux empiriques. Ceux-ci suggèrent que les résultats des travaux empiriques sur la relation entre la pauvreté et la croissance économique, diffèrent d'une région à une autre, d'un pays à un autre et même d'une période à une autre. Dans ce contexte, de tels résultats ne peuvent faire l'objet de généralisation, chaque région ou pays ayant sa spécificité.

---

<sup>22</sup> TORRELLIO L., *République démocratique du Congo : les prémices de la transformation d'un système économique*, Paris, AFD, 2022, 44p.

<sup>23</sup> PNUD, *Rapport sur le développement humain 2015. Le travail au service du développement humain*, New York, 2015, P. 18.

<sup>24</sup> Winters, Culloch et McKay., « Définitions et approches de la pauvreté », in *BSI Economics*, Paris, 2014, pp. 19-24.

Pour le cas de la RDC, dans son Analyse de la pauvreté multidimensionnelle par les capacités, KONDE KONDE se propose de mesurer la pauvreté multidimensionnelle en République Démocratique du Congo, en adoptant une approche non monétaire par les capacités. En utilisant une technique moderne de l'analyse des données, il construit un Indicateur Composite de Pauvreté (ICP) non monétaire qui résume le bien-être des ménages en milieu urbain. A ce point, le critère principal retenu pour la construction de cet ICP, en ce qui concerne le choix des variables pertinentes, est le critère de consistance ordinale sur le premier axe factoriel (COPA).

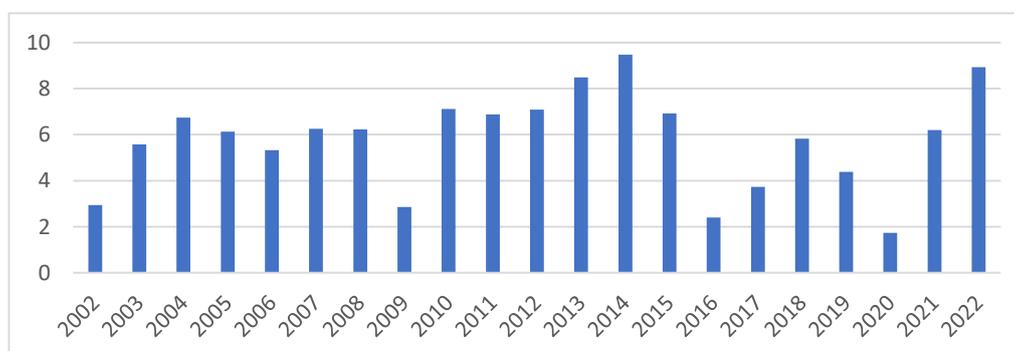
Par ailleurs, les résultats obtenus par Oasis Kodila-Tedika & Akhenaton Izu-Makongo<sup>25</sup> ne semblent pas légitimer l'hypothèse de croissance pro-pauvres. A ce point, les élasticités totales de pauvreté présentent un signe positif et avec des coefficients faibles. En outre, les inégalités sont très importantes que les effets de la croissance sur le ratio de pauvreté.

In fine, le premier chapitre de notre travail avait l'objectif de présenter le cadre conceptuel et théorique sur les notions de croissance et pauvreté en trois sections dont le cadre conceptuel sur la croissance économique, celui sur la pauvreté ainsi que la revue de la littérature. Venons-en à présent au deuxième chapitre qui traite de la relation entre croissance économique et pauvreté en RDC.

## II. ANALYSES DE FAITS STYLISÉS

### 2.1 Évolution du Taux de Croissance du PIB réel en RDC de 2002 à 2022

Graphique 1. Evolution du Taux de Croissance du PIB en RDC de 2002 à 2022



Source : Sur base de Rapports annuels de la BCC ; Perspectives économiques régionales du FMI (Afrique subsaharienne).

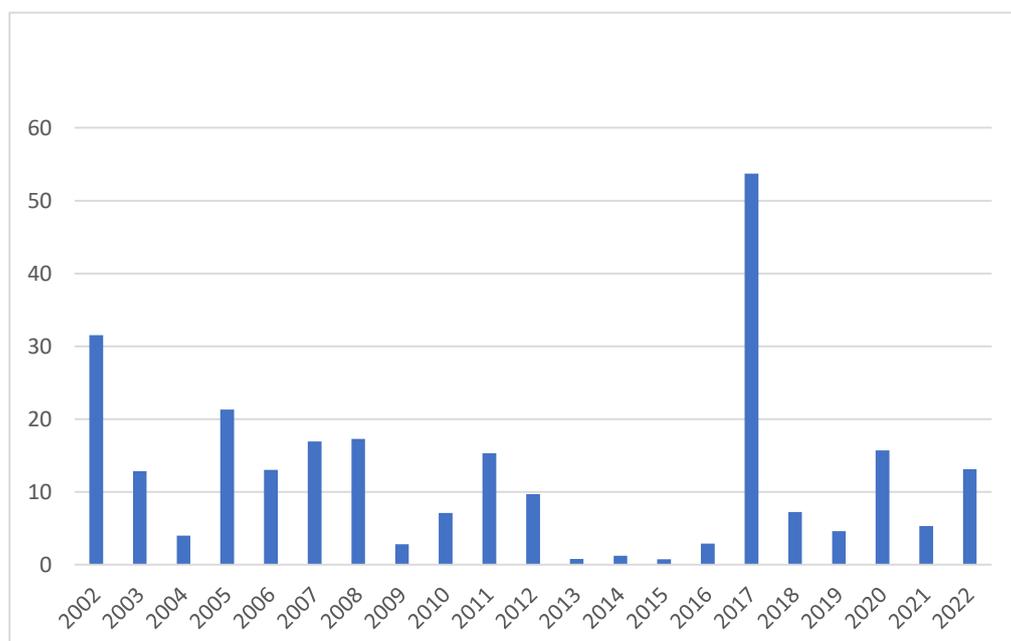
Ainsi, le taux de croissance annuel du PIB est passé de 3,5 % en 2002 à 6,2 % en 2008, reflétant les effets induits des différentes réformes politiques et macroéconomiques mises en œuvre par le Gouvernement pour relancer la

<sup>25</sup> O. KODILA-TEDIKA et A. IZU-MAKONGO., *Croissance pro-pauvres en République démocratique du Congo*, Yaoundé, 2017, p.11.

croissance et réduire la pauvreté, en collaboration avec ses partenaires bilatéraux et multilatéraux, plus particulièrement le FMI et la Banque Mondiale<sup>26</sup>. Le graphique 2 ci-dessous reprend l'évolution de taux décroissance de la RDC de 2002 à 2022.

## 2.2 Évolution du Taux d'inflation en RDC de 2002 à 2022

**Graphique 2. Évolution du Taux d'inflation en RDC de 2002 à 2022**



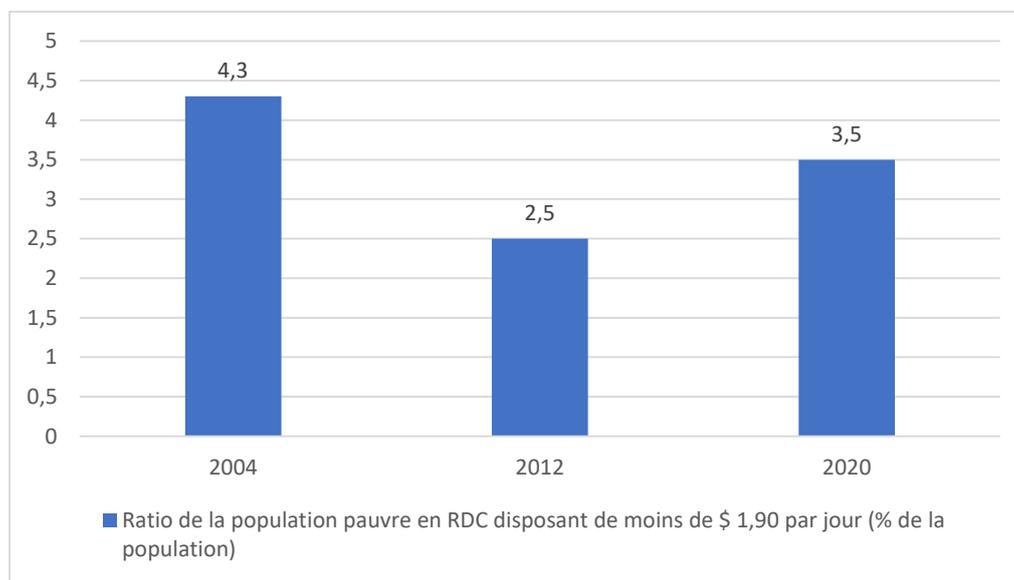
Source : Sur base de Rapports annuels de la BCC ; Perspectives économiques régionales du FMI (Afrique subsaharienne).

Après un taux d'inflation de 0,85 % réalisé en 2015, il s'est suivi des tensions sur le marché des biens et services, poussant le taux d'inflation à 23,60 % en 2016. Ce niveau d'inflation s'est accélérée en 2017, atteignant le taux 53,7 %, soit le record d'il y a plus de deux décennies.

<sup>26</sup> Institut National de la Statistique (INS), *Comptes nationaux, Synthèse de l'activité économique de 2000 à 2009*, Version SCN93, p.11.

### 2.3 Evolution du Ratio de la population pauvre en RDC disposant de moins de \$ 1,90 par jour (% de la population)

Graphique 3. Ratio de la population pauvre en RDC disposant de moins de \$ 1,90 par jour (% de la population)

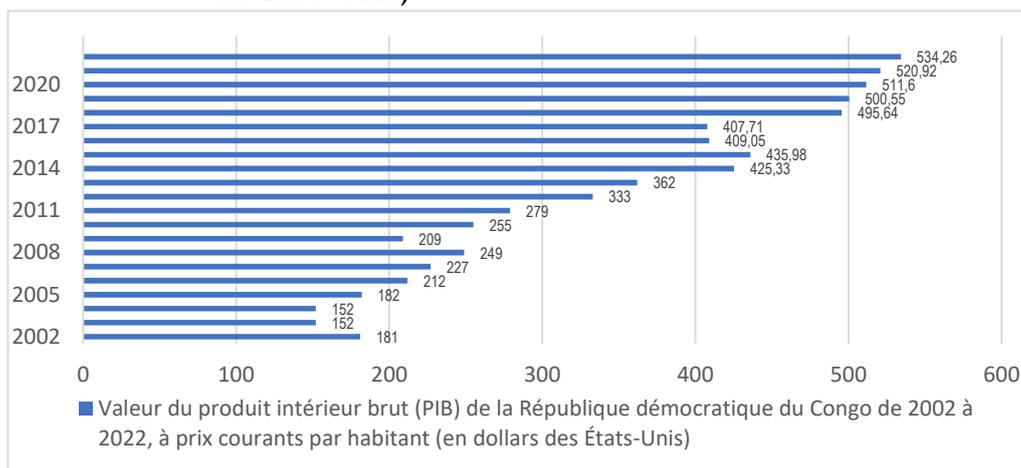


Source : [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org)

Ce graphique illustre bien l'évolution du ratio de la population pauvre en RDC disposant de moins de de \$ 1,90 par jour (% de la population) passant de 4,3% en 2004 à 2,5% en 2012. Cette baisse de cet indicateur de pauvreté monétaire, parallèlement au taux de croissance du PIB qui, comme indiqué plus-haut, a connu un accroissement positif, traduit une corrélation négative avec l'évolution du taux de croissance du PIB. Cela est sans doute la résultante des décisions macroéconomiques des autorités politiques à lutter contre la pauvreté au fil de la période considérée.

## 2.4 Evolution du produit intérieur brut par habitant ((PIB/hab) de la RDC de 2002 à 2022, à prix courants par habitant (en dollars des États-Unis)

**Graphique 4. Evolution du produit intérieur brut par habitant ((PIB/hab) de la RDC de 2002 à 2022, à prix courants par habitant (en dollars des États-Unis)**

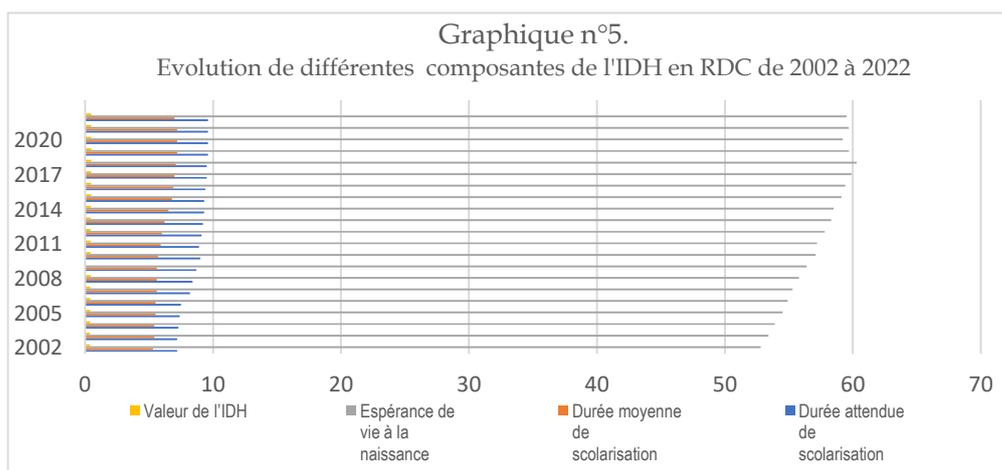


Source : [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org), [www.statista.com](http://www.statista.com)

Il se dégage que le PIB par tête en RDC a connu un accroissement positif au fil des années quittant de 181 dollars en 2001 à 534,26 dollars en 2022. L'évolution du PIB par habitant se fait de manière procyclique avec le taux de croissance économique (cfr Graphique n° 3) reflétant l'approche du PIB par le revenu.

## 2.5 Évolution de l'Indice de Développement Humain (IDH)

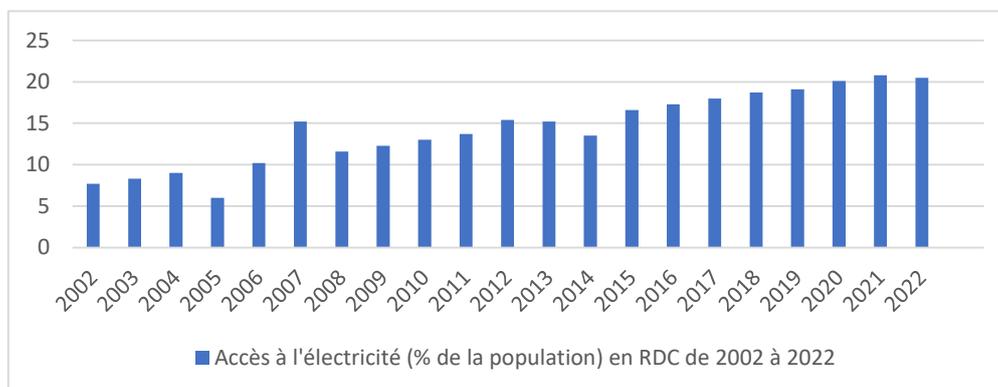
**Graphique 5. Évolution de l'Indice de Développement Humain (IDH)**



Source : Auteurs à partir des données de [www.banquemondiale.org](http://www.banquemondiale.org), [www.statista.org](http://www.statista.org)

Sur la période de 2002 et 2022, la valeur de l'IDH de la RDC a connu une légère progression, passant de 0.382 en 2002 à 0.479 en 2022 (soit une hausse de 25,39%).

## 2.6 Évolution du taux d'accès à l'électricité



Source : <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/EG.ELC.ACCS.ZS?locations=CD>, consulté le 01 avril 2024

Le taux d'accès à l'électricité en 2022 était estimé à 20,5 %, alors que le plus bas au cours de deux dernières décennies était situé à 6% en 2005. Cet accroissement montre que quoique des efforts aient été fournis par les dirigeants politiques, le besoin en électricité demeure toujours pressent vu le nombre des habitants s'estimant à plus de 100 millions à ce jour.

## III. MÉTHODOLOGIE D'ANALYSE DES EFFETS DE LA CROISSANCE ÉCONOMIQUE SUR LA RÉDUCTION DE LA PAUVRETÉ EN RDC

### 3.1 Spécification économétrique

Les effets de la croissance économique sur la pauvreté feront l'objet de nos estimations. Ce qui nous renvoie à spécifier un modèle cherchant à saisir les effets de la croissance économique sur la pauvreté en RD Congo. Par ailleurs, dans le souci d'améliorer la qualité de nos résultats, quelques variables de contrôle seront ajoutées dans nos modèles comme indiqué dans la présentation des variables. Ces variables sont choisies sur base des études empiriques mettant en relation croissance économique et pauvreté. De ce fait, le modèle ARDL à estimer aura la forme fonctionnelle linéaire suivante :

$$IDH = f(TXCE, TXINF, TXCH)$$

La saisie des effets de court et de long terme des variables exogènes sur l'endogène dans ce modèle nécessite l'écriture de l'équation sous la forme économétrique suivante :

$$LIDH_t = a_0 + \sum_{i=1}^p a_{1i} LTXCE_{t-1} + \sum_{i=0}^q a_{2i} LTXINF_{t-1} + \sum_{i=0}^q a_{3i} LTXCHO_{t-1} + b_1 LTXCE_{t-1} + b_2 LTXINF_{t-1} + b_3 LTXCHO_{t-1} + \varepsilon_t$$

$a_0$  est la constante ;  $a_1$ .....  $a_3$ .. sont les effets à court terme ;  $b_1$  ...  $b_3$  sont les effets ou la dynamique de long terme et  $\varepsilon_t \sim iid(0, \delta)$  est le terme d'erreur (un processus bruit blanc).

Après que le test de cointégration soit appliqué, ce qui nous restera sera d'estimer les effets de court et de long terme de la croissance économique sur la pauvreté. Dans le cas contraire (où le test n'a pas vérifié) nous allons devoir estimer les effets de court terme en utilisant le modèle à correction d'erreur.

### 3.2. Estimations économétriques

Ainsi, la procédure suivie dans les estimations des effets se présente de la manière suivante :

1. Estimation du modèle ARDL et décalage optimal ;
2. Tests de diagnostic ;
3. Test de Cointégration aux bornes ;
4. Estimation des effets à CT et ceux de LT ;
5. Tests de causalité sur les variables.

Cela étant, nous passons aux estimations pour déceler les effets des déficits sur l'inflation et sur la croissance économique dans la section suivante dédiée à l'analyse économétrique.

#### 3.2.1. Estimation du modèle ARDL et décalage optimal

##### a. Estimation ARDL par défaut

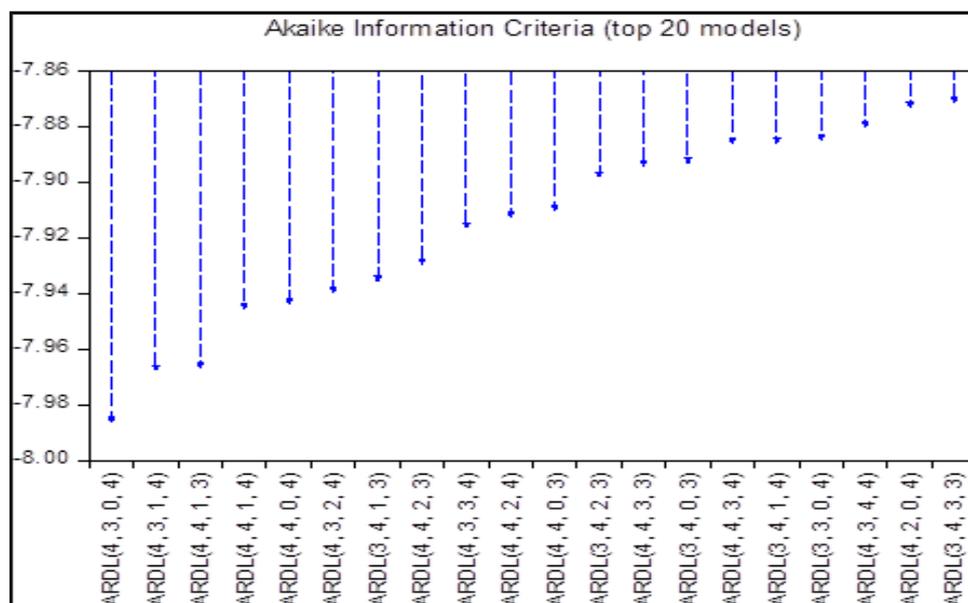
Tableau n°1 : ARDL et Lag optimal (GRAPH) :

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
LIDH(-1)	1.505592	0.163125	9.229688	0.0000
LIDH(-2)	-1.306843	0.275249	-4.747859	0.0001
LIDH(-3)	1.075397	0.290468	3.702291	0.0012
LIDH(-4)	-0.338531	0.172900	-1.957955	0.0625
LTXCE	0.002283	0.004084	0.558888	0.5816
LTXCE(-1)	-0.003188	0.006469	-0.492822	0.6268
LTXCE(-2)	-0.004304	0.006440	-0.668344	0.5106
LTXCE(-3)	0.008719	0.004277	2.038565	0.0531
LTXCHO	0.016930	0.009816	1.724813	0.0980
LTXINF	-0.001011	0.001910	-0.529111	0.6018
LTXINF(-1)	0.002413	0.003311	0.728970	0.4734
LTXINF(-2)	-0.007053	0.003359	-2.099661	0.0469
LTXINF(-3)	0.009212	0.002578	3.573050	0.0016
LTXINF(-4)	-0.003888	0.001217	-3.195029	0.0040
C	-0.076693	0.034709	-2.209611	0.0374
R-squared	0.998106	Mean dependent var		-0.811684

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.*
Adjusted R-squared	0.996953	S.D. dependent var		0.070058
S.E. of regression	0.003867	Akaike info criterion		-7.985187
Sum squared resid	0.000344	Schwarz criterion		-7.338771
Log likelihood	166.7186	Hannan-Quinn criter.		-7.755197
F-statistic	865.6983	Durbin-Watson stat		2.351206
Prob(F-statistic)	0.000000			

Source : Nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

### b. Décalage optimal



Source : Nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

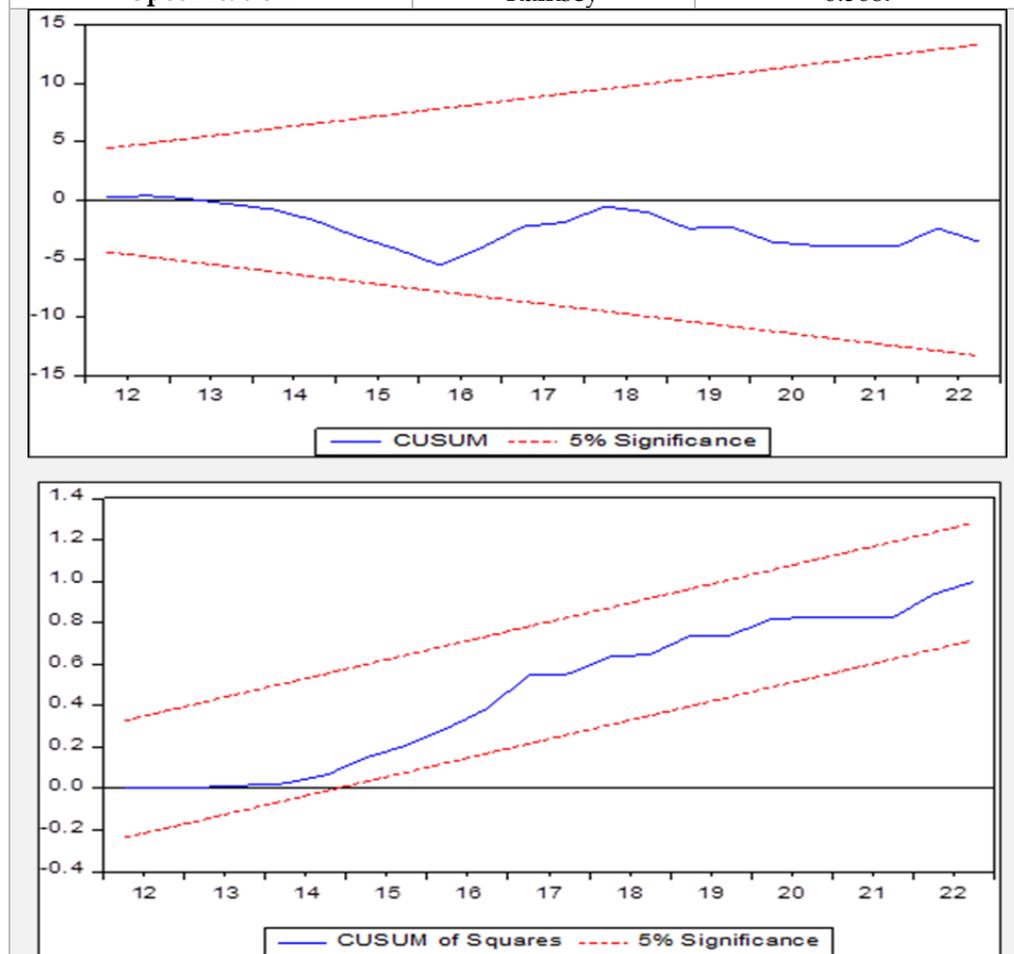
Le modèle ARDL ainsi estimé s'avère être de très bonne qualité avec un coefficient de détermination ajusté de 99,6953%, le pouvoir explicatif de ce modèle est considérable. Également, la statistique de Durbin-Watson est de 2.351206. Enfin, la probabilité associée à la statistique de Fisher étant inférieure à 0,05, soit 0.000000, nous pouvons en déduire que le modèle estimé est globalement bon.

### 3.2.2. Test de diagnostic

Pour valider le modèle estimé, il est essentiel de faire le diagnostic sur les résidus. C'est la raison d'être de ce point qui permet d'analyser la robustesse statistique des résultats obtenus. De ce fait, parmi ces tests, les principaux sont l'autocorrélation, l'homoscédasticité, la normalité des erreurs, la spécification ainsi que la stabilité du modèle.

Tableau n°2 : Analyse de la validité du modèle ARDL

HYPOTHESE DU TEST	TYPES DE TESTS	PROBABILITES
<b>Autocorrélation</b>	Breusch-Godfrey Serial Correlation LM Tests	0.0867
<b>Hétéroscédasticité</b>	ARCH	0.9016
<b>Normalité</b>	Jarque-Bera	0,002647
<b>Spécification</b>	Ramsey	0.5087



Source : Nos calculs à partir du logiciel EVIEWS 10.

Le test Breusch-Godfrey Serial Correlation LM atteste qu'il y a l'absence d'autocorrélation des erreurs, étant donné que la probabilité  $y$  associée est largement supérieure au seuil de 5%. En outre, le test de ARCH prouve en suffisance que les erreurs sont homoscédastiques ou encore constantes dans le temps. Quant à la statistique de Jarque-Bera, la probabilité  $y$  associée est inférieure au seuil de 5%, ce qui revient à accepter l'hypothèse de non normalité des erreurs. Pour ce qui est du test de Ramsey, celui-ci confirme que le modèle estimé est de bonne qualité ou bien spécifié.

Nous remarquons que de manière structurelle les paramètres ont évolué de manière stable durant la période d'étude, car la courbe des résidus récurrents est située à l'intérieur des corridors. Sur base du Cusum carré, les paramètres de notre modèle accusent également une stabilité conjoncturelle étant donné que la courbe des résidus récurrents soit à l'intérieur des corridors. Ainsi, tous les tests étant vérifiés, la validité de nos résultats est approuvée.

### 3.2.3. Test de cointégration aux bornes

Ce test nous facilite la vérification d'une existence de la relation de cointégration entre les séries sous-études, c'est-à-dire, il nous permet de vérifier si les variables étudiées entretiennent des relations à long terme. La statistique du test est celle de Fisher, elle est comparée aux valeurs critiques, qui forment des bornes (inférieures et supérieures) ;

- ❖ Si Fisher > borne supérieure : cointégration existe ;
- ❖ Si Fisher < borne inférieure : cointégration n'existe pas ;
- ❖ Si borne inférieure < Fisher < borne supérieure : pas de conclusion.

**Tableau n°3 : Test de cointégration aux bornes**

Test Statistique	Value	Signif.	I(0)	I(1)
F-statistique	4.228685	10%	2.72	3.77
		5%	3.23	4.15
		2.5%	3.69	4.89
		1%	4.29	5.61

Source : Nos calculs avec le logiciel EViews 10.

Relativement aux résultats ci-dessus, nous déduisons la présence d'un lien de cointégration entre les séries sous-étude. Décidément, cela s'avère vrai étant donné que la valeur de F-statistique (4.228685) est largement supérieure à celle de la borne supérieure au seuil de 5% (4.15).

### 3.2.4. Estimation des effets de court et de long terme

En matière de la modélisation ARDL, le modèle à correction d'erreur nous permet de capter les effets de court terme, pendant que les effets de long terme sont évalués par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO). Il est question ici de présenter les effets de court et de long terme des différentes variables explicatives de l'étude sur la variable dépendante qui est l'IDH.

Tableau n°4 : Effets de la croissance économique sur la pauvreté en RDC

EFFETS DE COURT TERME				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-0.076693	0.020693	-3.706151	0.0012
D(LIDH(-1))	0.569978	0.145388	3.920379	0.0007
D(LIDH(-2))	-0.736866	0.146867	-5.017222	0.0000
D(LIDH(-3))	0.338531	0.158254	2.139157	0.0433
D(LTXCE)	0.002283	0.003362	0.678908	0.5040
D(LTXCE(-1))	-0.004415	0.003406	-1.296230	0.2078
D(LTXCE(-2))	-0.008719	0.003428	-2.543139	0.0182
D(LTXINF)	-0.001011	0.001592	-0.634717	0.5319
D(LTXINF(-1))	0.001729	0.001854	0.932865	0.3606
D(LTXINF(-2))	-0.005323	0.001674	-3.180956	0.0042
D(LTXINF(-3))	0.003888	0.001085	3.584043	0.0016
CointEq(-1)*	-0.064386	0.016851	-3.820899	0.0009
EFFETS DE LONG TERME				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LTXCE	0.054509	0.083994	0.648960	0.5228
LTXCHO	0.262947	0.077216	3.405332	0.0024
LTXINF	-0.005068	0.019440	-0.260716	0.7966
<b>EC = LIDH - (0.0545*LTXCE + 0.2629*LTXCHO -0.0051*LTXINF )</b>				

Source : Nos calculs avec le logiciel EVIEWS 10.

La force de rappel est statistiquement significatif au seuil de 5%, il est négatif et est compris entre zéro et un en valeur absolue, ce qui garantit un mécanisme de correction d'erreur, et indique aussi que l'IDH s'ajuste à une vitesse de  $|-0.064386|$  par rapport à son niveau d'équilibre suite à tout choc provenant des variables exogènes.

#### a. Analyse des effets de court terme

Les Indices de développement humain enregistrés au cours des périodes t-1 et t-3 entretiennent une relation linéaire positive et statistiquement significative avec l'IDH observé à la période courante au seuil de 5%. Cela suppose qu'une variation dans le sens d'augmentation tout comme de diminution des IDH à la période t-1 et t-3 traduit une augmentation/diminution de l'IDH à la période courante respectivement de l'ordre de 0.569978% et 0.338531%. Cette situation est expliquée théoriquement par l'effet cumulatif des investissements dans le capital humain, social et économique d'un pays. Ce qui revient à dire que les investissements passés de la RDC dans l'éducation, la santé et l'infrastructure ont permis d'améliorer tant soit peu les conditions de vie de la population, d'augmenter la productivité, de

favoriser la croissance économique à la période courante. Cependant, à la période t-2, cet effet semble contraire ou négatif et statistiquement significatif au seuil de 5% sur la même variable dépendante.

Les effets du taux de croissance économique en RDC à court terme sont positifs mais statistiquement non significatifs au seuil de 5%, voire même 10%.

L'absence d'une corrélation significative entre les deux variables majeures à court terme peut s'expliquer par le fait que la croissance économique ne se traduit pas automatiquement en amélioration des conditions de vie de la population. En effet, la croissance peut être inégalement répartie, bénéficiant principalement à une élite ou une catégorie sociale, sans avoir un impact significatif sur le bien-être de la majorité des citoyens.

Par exemple en RDC, malgré une croissance économique relativement soutenue ces dernières années, une grande partie de la population continue de vivre dans la pauvreté, avec un accès limité aux services de base tels que l'éducation, la santé et l'eau potable. Les inégalités sociales et la corruption endémique peuvent également contribuer à ce que les bénéfices de la croissance économique ne se répercutent pas de manière significative sur l'IDH.

Par ailleurs, le taux de croissance économique enregistré au cours de la période t-2 impacte négativement et de manière significative l'IDH au seuil de 5%. En d'autres termes, une augmentation du taux de croissance économique de 1% implique une diminution de l'IDH de l'ordre de 0.008719%. En effet, lorsqu'une économie connaît une augmentation de son taux de croissance économique de 1%, cela peut entraîner une augmentation de la production de biens et services, mais cela ne garantit pas nécessairement un embellissement de conditions de vie. Autrement dit, cette croissance peut être inégalement répartie comme nous l'avons épinglé tantôt, conduisant ainsi à une augmentation des inégalités et à une détérioration de l'Indice de Développement Humain.

Dans le même ordre d'idée, la croissance économique que connaît la RDC depuis bon nombre d'années a principalement été due à l'exploitation parfois abusive des ressources naturelles, telles que les arbres, le cuivre, le cobalt... Cela peut générer des revenus importants pour le pays, certes, mais peut également entraîner des problèmes environnementaux, tels que la déforestation ou la pollution, qui peuvent avoir un impact négatif sur la santé et le bien-être des populations.

L'impact du taux d'inflation sur l'Indice du Développement Humain peut varier en fonction du moment où elle se produit. En considérant les résultats de notre analyse, on peut observer que l'augmentation du taux d'inflation à la période t-2 a eu un impact négatif sur l'IDH en raison de la détérioration des conditions de vie des ménages et des difficultés rencontrées par les entreprises en termes des coûts plus élevés. En revanche, l'augmentation du taux

d'inflation à la période t-3 a eu un impact moins important sur l'IDH car les acteurs économiques ont eu le temps de s'adapter à cette nouvelle situation.

#### *b. Analyse des effets de long terme*

Il s'observe une situation particulière de la croissance économique sur la dynamique de l'IDH à long terme. Ces effets demeurent positifs mais non significatifs au seuil de 5%. Il en est différent pour l'inflation qui est négativement corrélée avec l'IDH c'est-à-dire les deux variables suivent une corrélation allant dans le sens contraire et une non-significativité statistique au seuil de 5% voire même de 10%.

Relativement à la variable taux de chômage, celle-ci impacte positivement et significativement la dynamique de l'IDH à long terme. Au regard des résultats, une augmentation du taux de chômage de 1% traduit une faible augmentation de l'IDH de l'ordre de 0.262947 %.

Il sied de rappeler que l'IDH est un indicateur composite qui prend en compte plusieurs dimensions du développement humain, telles que le niveau de vie, l'éducation et la santé.

Dans certaines circonstances, une augmentation du taux de chômage peut en fait conduire à une augmentation de l'IDH d'un pays. Cela peut se produire si l'augmentation du chômage est accompagnée de politiques sociales et économiques qui visent à améliorer les conditions de vie des chômeurs et à renforcer les services publics.

Par exemple, si un pays connaît une augmentation du chômage mais met en place des programmes de formation professionnelle pour les chômeurs, des mesures de soutien financier pour les familles touchées par le chômage, et des politiques de santé publique visant à améliorer l'accès aux soins pour tous, cela peut contribuer à améliorer l'IDH du pays. De plus, une augmentation du chômage peut parfois conduire à une prise de conscience de la nécessité de réformes structurelles et de politiques économiques plus inclusives, ce qui peut à long terme à réduire la pauvreté.

Il est cependant important de noter que dans la plupart des cas, une augmentation du chômage est associée à une détérioration des conditions de vie et de l'IDH du pays. Il est donc essentiel pour la RDC de mettre en place des politiques efficaces pour lutter contre le chômage et ses effets négatifs sur le développement humain.

#### **IV. DISCUSSIONS DE RÉSULTATS**

Les résultats de ce travail corroborent avec ceux des différentes études effectuées en RDC: C. THIMANGA MBUYI (2017), J. KIBALA (2020) et bien d'autres effectués par Dollar et Kraay (2002), Bhala (2002), Deininger et Squire (1998), puis Easterly (1999) qui sont parvenus aux mêmes résultats. Ces résultats montrent aussi que les valeurs du taux de croissance économique ont des signes positifs à long terme et négatifs à court terme.

## CONCLUSION

Les faits démontrent qu'un pays peut enregistrer un taux moyen de croissance élevé sans que les ménages les plus pauvres en tirent profit. La littérature économique atteste que la croissance économique profite aux pauvres dans les mêmes proportions qu'aux riches, à conditions que la distribution des revenus reste inchangée. Cependant, dans la réalité, la croissance s'accompagne presque toujours d'une variation de la distribution des revenus.

Depuis deux décennies, la République Démocratique du Congo (RDC) s'est inscrite sur le sentier de l'accumulation de richesses jusqu'à ce jour. Au cours de cette période la croissance du PIB réel est estimée en moyenne à 3,7% (Banque Mondiale) et 5,7% (Banque Centrale du Congo). En outre, sur la même période, la croissance moyenne du PIB par habitant est quant à elle estimée à 2,3%, soit 3,4 point de pourcentage de moins que la croissance économique. Mais ce dynamisme est confronté avec plusieurs défis majeurs. Selon les résultats de l'enquête 1-2-3 de l'INS (2014), 63% des congolais vivent en dessous du seuil de 1,25\$ par jour et 75% des ménages en activité gagnent un revenu inférieur au SMG (Salaire minimum interprofessionnel garanti).

Les résultats démontrent que la croissance économique en République Démocratique du Congo a eu une faible ampleur sur la réduction de la pauvreté et qu'elle n'est pas pro-pauvre donc la réalisation de la croissance en RDC est allée de pair avec la déliquescence des conditions de vie et l'amplification des inégalités.

**BIBLIOGRAPHIE**

1. AGHION P. et DURLAUF S., *Handbook of Economic Growth*, traduction française par C. AUPETIT, Amsterdam, 2005, 150 p.
2. AGLIETTA M. et BAI G., *La Voie chinoise : Capitalisme et empire*, Paris, Cerf, 2012, 158 p.
3. KODILA-TEDIKA O. et IZU-MAKONGO A., *Croissance pro-pauvres en République démocratique du Congo*, Yaoundé, AGDI, 2017, 160p.
4. MONTOUSSÉ M., *Sciences économiques et sociales*, Paris, PUF, 2007, 250 p.
5. PERROUX F., *Dictionnaire économique et social*, Paris, 1990, p.120.
6. SEN A., *Repenser l'inégalité*, Paris, Seuil, 1992, 288 p.
7. SAY J.B., *Traité d'économie politique*, Livre I, chapitre XII, p.5.
8. SUMATA C., *La gestion macroéconomique de la République Démocratique du Congo durant et après la Transition démocratique*, Paris, L'Harmattan, 2018, 242p.
9. TORRELLIO L., *République démocratique du Congo : les prémices de la transformation d'un système économique*, Paris, AFD, 2022, 44p.
10. ASSELIN L-M., et DAUPHIN A., « Mesure de la pauvreté : Un cadre conceptuel », in *Centre Canadien d'Etude et de Coopération Internationale*, Direction Études et Formation, 2000, pp. 20-31.
11. BENEDIQUE P., « Le capital institutionnel dans l'analyse du développement : Prolongement théorique et premier test empirique », Article présenté au 48<sup>ème</sup> colloque tenue à Schoelcher - Martinique, les 6,7 et 8 juillet 2011, 16p.
12. BENICOURT E., « Amartya Sen : Une nouvelle ère pour le développement? Réponse à Alexandre Bertin », in *Revue Tiers Monde* 2006/2 (N°186), pp.433-447.
13. BONGOY MPEKESA Y., *Finances, stabilité et croissance économique*, in *Cahiers économiques et sociaux*, IRES, Faculté de Sciences Economiques et de Gestion, n° 163, PUK, Kinshasa, 2004, pp. 21-37.
14. DATT G. et M. RAVALLION M., "Growth and redistribution Components of Changes in Poverty Measures: a Decomposition with Application to Brazil and India in the 1980s", in *Journal of Development Economics*, Traduit de l'anglais par F.BRESSON, vol .38(2), Paris, 2016, pp. 270-278.
15. FREDERIC S., « Croissance économique et croissance démographique : théories, situations, politiques », in *Le monde en développement : démographie et enjeux socio-économiques*, Coll. Le monde en développement, Paris, La documentation française, 2002, pp. 15-41.
16. GUBLIN GUERRERO G., « Définitions et approches de la pauvreté », in *BSI Economics*, Paris, 2014, pp. 19-24.

17. KIBALA J., *Pauvreté et chômage en République Démocratique du Congo : état des lieux, analyses et perspectives*, Université de Kinshasa, Centre de Recherches Economiques et Quantitatives (CREQ), Kinshasa, 2020, 24 p.
18. ANAPI, *Cahier Sectoriel. Investir dans le sous-secteur de l'électricité*, 38 p.
19. DROFE, *Emploi des jeunes et dynamique de l'entrepreneuriat en RD. Congo : une évaluation des mécanismes d'auto-emploi*, Montréal, 2020.
20. B.M, *Combattre la pauvreté. Rapport sur le développement dans le monde 2000-2001*.
21. B.M & RDC, *Revue de la gestion des dépenses publiques et de la responsabilisation financière. Volume 1. Rapport 96172 ZR*, 2015.
22. BCC, *Rapports annuels de 2002 à 2022*
23. *Enquêtes 1-2-3 sur l'emploi, le secteur informel et les conditions de vie des Ménages*, 2012
24. INS, *Comptes nationaux, Synthèse de l'activité économique de 2000 à 2009, Version SCN93*, 34.p.
25. OCDE, *République démocratique du Congo, In Perspectives économiques en Afrique*, Paris, 2010.
26. PNUD, *Politiques de croissance pro-pauvre : Contraintes et défis au Bénin*, Cotonou, 2011, 236 p.
27. PNUD, « La pauvreté dans la perspective du développement humain : définition et mesure », in *Rapport Mondial sur le Développement Humain*, chap. 2, 2015, 52 p.
28. PNUD, *Rapport sur le développement humain 2015. Le travail au service du développement humain*, New York, 2015.
29. RDC, Ministère du Plan, *Enquête avec questionnaire unifié à indicateurs de base de bien-être en 2016*, Kinshasa, 2018.
30. RDC, Ministère du Plan, *Enquête avec questionnaire unifié à indicateurs de base de bien-être en 2016 [EQUIBB 2016]*, Kinshasa, INS, 2018.
31. RDC, Ministère du Plan & PNUD, *Éliminer la pauvreté. Objectifs du millénaire pour le développement 2015*, Rapport national des progrès des OMD. Kinshasa, 2010.
32. RDC, Ministère de la Santé publique, *Plan national de développement sanitaire : PNDS 2011-2015*.